



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Inter-Départementale Anjou-Maine**

Arrêté n° DCPAT 2025-0351 du 17 DEC. 2025

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement

Modification de l'autorisation d'exploiter accordée à la SAS PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU pour sa carrière située au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de La Flèche

Arrêté complémentaire

**Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le titre Ier du livre V du code de l'environnement et notamment ses articles R.181-46 et L.181-14 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels) ;

Vu le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral du 6 janvier 2021 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 00-5343 du 19 décembre 2000 autorisant la société CARRIERES DU MAINE ET DE LA LOIRE (CML) à exploiter et à procéder au traitement de matériaux de carrière située au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de La Flèche, pour une durée de 25 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06-4146 du 25 juillet 2006 autorisant la société CARRIERES DU MAINE ET DE LA LOIRE à procéder à un prélèvement d'eaux souterraines par la réalisation d'un forage situé près de ses installations situées au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de La Flèche ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 07-6381 du 21 décembre 2007 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société LAFARGE GRANULATS OUEST pour l'exploitation et le traitement de matériaux de carrière située au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de La Flèche ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-350-0004 du 19 janvier 2015 autorisant le changement d'exploitant au profit de la SAS LAFARGE GRANULATS FRANCE pour l'exploitation et le traitement de matériaux de carrière située au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de La Flèche ;

Vu le courrier préfectoral du 14 avril 2022 délivré au profit de la société LAFARGE GRANULATS prenant acte des changements de dénomination sociale et d'adresse du siège social ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCPAT n° 2022-0280 du 12 octobre 2022 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU pour l'exploitation et le traitement de matériaux de carrière située au lieu-dit « la Louverie » sur le territoire de la commune de La Flèche ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2017-0601 du 1er décembre 2017 délivré à la SAS SOCIETE DES CARRIERES DE SEICHES autorisant, à proximité immédiate, l'exploitation d'une carrière de sables et de graviers située au lieu-dit « Les Grandes Landes » sur le territoire de la commune de La Flèche, pour une durée de 15 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2021-0238 du 28 octobre 2021 transférant l'autorisation environnementale à la SAS PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU pour l'exploitation du site situé au lieu-dit « Les Grandes Landes » sur le territoire de la commune de La Flèche ;

Vu la demande du 20 mars 2025 transmise par la SAS PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU sollicitant un renouvellement de 2 ans de l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de la Flèche ;

Vu le courrier du 10 juillet 2025 adressé par la SAS PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU demandant le retrait du dossier de cessation d'activité partielle pour la carrière située au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de La Flèche ;

Vu le dossier joint à la demande ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 décembre 2025 ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée ne modifie pas l'emprise de la carrière ni les conditions d'exploitation existantes ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée par la SAS PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU ne fait pas apparaître d'impacts négatifs nouveaux sur l'environnement ;

Considérant que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du code de l'environnement ;

Considérant que cette modification sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être mises en œuvre ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ou compléter les arrêtés préfectoraux n° 00-5343 du 19 décembre 2000 et n° DCPAT 2022-0280 du 12 octobre 2022 susvisés pour prendre en compte la demande de l'exploitant ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte, assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

Considérant que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral n° 00-5343 du 19 décembre 2000 susvisé et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance du demandeur par courriel du 9 décembre 2025 et que celui-ci a répondu ne pas avoir d'observation par courriel du 9 décembre 2025 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet

Les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral n° 00-5343 du 19 décembre 2000 susvisé autorisant la société CARRIERES DU MAINE ET DE LA LOIRE à exploiter la carrière et les installations de traitement situées au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de la Flèche, sont modifiées par celles du présent arrêté.

Article 2 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La SAS PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU, dont le siège social est situé 54 avenue de l'Atlantique - 53000 Laval, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière de sables et ses installations connexes situées au lieu-dit « La Louverie » sur le territoire de la commune de la Flèche.

Article 3 – Durée de l'autorisation

La durée de l'autorisation d'exploiter indiquée à l'article 1.3.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-5343 du 19 décembre 2000 modifié, est **augmentée de 2 ans** (nouvelle échéance au 19 décembre 2027).

Article 4 – Montant des garanties financières

L'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 00-5343 du 19 décembre 2000 susvisé est complétée, pour la durée d'exploitation restante jusqu'à ce qu'il soit acté de la fin de l'exploitation, après remise en état des terrains, par le montant des garanties financières suivant : à 175 995 euros.

Ce montant est indexé sur la base de l'indice TP01 de septembre 2025 égal à 130,7.

La SAS PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU transmet au préfet de la Sarthe, les éléments relatifs à l'actualisation (note de calcul du montant sur la base du dernier indice TP 01 connu et le plan associé) du montant ainsi que le document attestant de la constitution de ces garanties financières pour la période d'exploitation restante sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de La Flèche et peut y être consultée ;

- c AR
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de La Flèche pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
 - l'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le département de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site Internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 – Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, la Sous-Préfète de l'arrondissement de La Flèche, la Maire de La Flèche, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays-de-la-Loire et l'Inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées - sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet de la Sarthe
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES